

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 112

25 AVRIL 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

1,50 F

à bas le cirque
électoral bourgeois

A L'ACTION

POUR

LE

1er MAI



MANIFESTATION A PARIS
A 10 HEURES PLACE DES FETES

à l'action pour le 1er Mai

Travailleurs, travailleuses,

Le P.C.R. (m-l) vous appelle à faire du 1er Mai, à Paris et dans tout le pays, une grande journée de lutte pour les revendications, pour le socialisme, pour la solidarité de combat des travailleurs et des peuples.

Travailleurs, Travailleuses, Chaque jour, depuis vendredi, tous les candidats à la présidence, qu'ils soient de droite ou de «gauche» vous demandent à la radio, à la télé, d'apporter votre caution au maintien de la dictature bourgeoise, source de misère, de privations pour le peuple.

Pour la bourgeoisie, les élections

servent à duper les travailleurs : elles cherchent à leur donner l'illusion qu'ils ont le pouvoir de décider de la marche de la société et de son avenir.

En appelant à ne pas manifester le premier mai, à ne pas faire entendre votre voix ce jour-là, la CGT et la CFDT veulent préserver le cirque électoral et les illusions sur la démocratie possible pour le peuple dans la société capitaliste.

Travailleurs, Travailleuses, La décision des dirigeants de la CGT et de la CFDT de connivence avec les partis «de gauche», fait le jeu de la bourgeoisie, elle est contraire à nos intérêts, contraire à la

volonté de lutter et d'en finir avec l'exploitation capitaliste que vous avez montrée dans les nombreuses grèves et manifestations de ces derniers mois.

Cette décision est contraire à toute la grande tradition de lutte des travailleurs du monde entier qui, depuis le 1er Mai 1886 aux Etats-Unis où la police tuait et blessait des ouvriers manifestant pour leurs revendications, ont fait du premier mai une grande journée du combat anti-capitaliste. Les travailleurs refusent de voir la journée du premier mai redevenir ce que les révisionnistes en avaient fait : une simple journée de vente du muguet.

Travailleurs, français et immigrés, hommes et femmes, jeunes des CET et des lycées, le P.C.R. (m-l) vous appelle à manifester dans la rue le 1er Mai, à participer aux meetings, à tenir des réunions pour la poursuite de la lutte en France et dans le monde.

* Ni Chaban, Ni Giscard, Ni Mitterrand, Une seule solution, la Révolution!

* Programme Commun Programme Bourgeois!

* Travailleurs Français, Travailleurs Immigrés, même combat,

Une seule Classe Ouvrière!

* Abrogation de la Circulaire Fontanet!

* 1650 F par mois pour 40 H.!

* Unité de la Classe Ouvrière autour des O.S.!

* Non aux licenciements!

* Non aux fermetures d'entreprises!

* Les Peuples Indochinois vaincront!

* Palestine Vaincra!

* Vive la République de Guinée-Bissau!

* La Guerre du Peuple est invincible!

* A bas l'Impérialisme Français!

* Indépendance pour toutes les Colonies!

* A bas le régime Yankee-Franquiste!

* Liberté pour les Emprisonnés Politiques d'Espagne!

* Vive la Chine Socialiste!

* Vive l'Albanie Socialiste!

GAGNER LA BATAILLE DE LA DIFFUSION!

Voici quelques semaines FRONT ROUGE avec ses lecteurs gagnait la bataille des 10 millions. Pour une presse libre de toute entrave capitaliste au service exclusif des masses ouvrières et populaires la souscription est un besoin vital. Mais la base même de son existence, le fond sur lequel elle peut et elle doit compter en permanence, c'est la diffusion militante.

A l'occasion de la campagne électorale au moment où la bourgeoisie elle-même éveille le temps d'un scrutin l'intérêt des masses pour la politique c'est aux communistes de retourner contre elle cette arme, de les éveiller à la politique prolétarienne révolutionnaire.

Voilà pourquoi nous avons proposé à tous les camarades à tous les sympathisants de doubler pendant cette période la diffusion. C'est possible; déjà le numéro de FR qui annonçait la constitution du PCR(m-l) a connu un succès sans précédent: de nombreux camarades notamment à l'intérieur des usines se sont trouvés à court bien que nous ayons doublé les envois.

Comment s'y prendre?

D'abord en multipliant les points de vente: qu'en plus du marché, de la porte de l'usine, hebdomadaires, les camarades trouvent une heure ou deux, par équipes peu nombreuses de deux militants par exemple pour tenir des points de vente nouveaux.

Ensuite en multipliant le nombre des diffuseurs. Que chaque lecteur écrive pour recevoir 5,10 journaux par semaine à diffuser autour de lui (nous lui donnerons toutes les précisions utiles). Que nos camarades n'hésitent pas à proposer aux acheteurs du journal de le diffuser à leur tour, contribuant ainsi à bâtir de solides réseaux de diffusion.

Enfin en faisant de la diffusion une affaire de tous les instants: à chaque moment un communiste doit avoir sous la main un journal, être prêt à le diffuser à ceux qu'il rencontre. La vente à la criée, on le sait, donne d'un semaine sur l'autre des résultats inégaux. Il ne s'agit pas dans les moins bonnes semaines de rester avec les journaux sur les bras, mais de faire un porte à porte, d'envisager tous les moyens pour les diffuser.

Profiter de la campagne électorale pour doubler la diffusion c'est l'objectif que nous avons fixé. Mais pensons-y bien: les lecteurs gagnés pendant cette période c'est des lecteurs qu'il faudra conserver. Prendre les adresses, faire des abonnements portés à domicile organiser dès maintenant chaque diffusion en prévision de l'avenir voilà aussi à quoi il faut penser en prévision de l'avenir, voilà aussi à quoi il faut penser dès aujourd'hui!

Camarades!

Désormais FRONT ROUGE est l'organe central du Parti. La vie du Parti et la vie du journal sont indissolublement liées. Diffuser le journal, c'est faire connaître notre Parti, gagner les masses à la Révolution. La bataille est décisive, autant que l'était celle des 10 millions. Ecrivez vos initiatives au journal.

AGISSONS EN COMMUNISTES

REPLISSONS CONSCIENCIEUSEMENT NOS OBJECTIFS

GAGNONS LA BATAILLE DE LA DIFFUSION!

MANIFESTATION DU 1er MAI A PARIS

A 10 heures PLACE DES FETES

à l'appel de PCR(m-l), UCF, PLR, MCE, OSR, CIP, CACF

soutenu par „chaltoune” (guadeloupe), CERAP

la campagne des partis bourgeois

D'OU VIENT L'ARGENT?

L'actuelle campagne pour les élections présidentielles met plus que jamais à nu le véritable visage de la démocratie bourgeoise: une démocratie pour la bourgeoisie, mais une démocratie purement formelle, en fait une dictature pour la classe ouvrière. Bien sûr, chacun a le droit de se présenter à la présidence de la république, mais le Conseil Constitutionnel se réserve celui de limiter le nombre des candidats effectifs. Ce n'est pas un hasard si, dans les deux candidatures invalidées, il y a quelqu'un qui aurait pu poser le problème des minorités nationales et surtout notre camarade ANDRE ROUSTAN président du PCR(m-l).

DEMOCRATIE FORMELLE POUR LE PROLETARIAT...

Depuis 11 ans, qu'existe en France des forces marxistes-léninistes jamais aucun représentant de ces forces n'a pu parler ni à la radio ni à la télé cependant la bourgeoisie fait grand état de la liberté d'expression. Pour ce qui est de la presse c'est la même chose. Quand il s'agit d'un journal communiste il n'y a jamais de papier. Et seuls les journaux recourant à la publicité, de l'Aurore à l'Humanité, peuvent supporter facilement les tarifs des imprimeurs. De plus les NMPP, contrôlés par le trust HACHETTE dans lequel CHABAN est actionnaire freinent la diffusion, les kiosques refusent d'afficher etc... Malgré cela, la bourgeoisie parle de la liberté de la presse. Bien sûr, la liberté de la presse existe, pour CHABAN qui fait imprimer son matériel de propagande électoral à l'imprimerie des Affaires Culturelles que lui prête Peyrefitte, ou pour GISCARD qui dispose de sa propre société, INFI PRESSE, qu'il a créée en 1968.

Le droit de réunion est tout à fait reconnu, mais si vous voulez louer la Mutualité c'est 6000 F et pour le Palais des Sports 2 millions!

On peut se rabattre sur l'affichage pour faire connaître son point de vue, mais pour avoir droit aux panneaux géants comme ceux qu'utilisent GISCARD et CHABAN c'est 200

millions, et l'affichage dit «sauvage» est réprimé par la loi. Ainsi la bourgeoisie, tout en proclamant bien haut l'existence des libertés d'expression et de réunion, les rend complètement formelles pour les travailleurs et les révolutionnaires par le biais de l'argent et de la loi.

... LARGES MOYENS A DROITE...

Si la bourgeoisie empêche par tous les moyens la classe ouvrière et les révolutionnaires de s'exprimer, au contraire elle finance les partis et les candidats bourgeois. Du PS à l'UDR, ce n'est pas des cotisations des militants que l'on vit.

CHABAN dont la réputation de politicien corrompu n'est plus à faire, s'appuie sur l'UDR, et c'est avantageux, car il existe mille moyens d'aider un parti gouvernemental sur les fonds publics sans le dire. C'est par exemple les fonds spéciaux du gouvernement qui furent de 100 milliards entre 59 et 69. Ces fonds se divisent en deux parties: les fonds spéciaux du gouvernement et les fonds spéciaux à destination particulière...

Destination très particulière en effet! Quant à Giscard, qui cherche à se donner une image de politicien propre, au dessus des tripotages de style UDR, il peut très bien être financé par ITT (son père siégeant au conseil d'administration de ce trust) ou par SCHNEIDER qui est son beau-père. Mais, les liens privilégiés avec certains capitalistes ou groupes politiques ne fournissent qu'une partie secondaire des fonds dont usent les candidats. Pour financer leur campagne à l'américaine, ceux-ci envoient des collecteurs de fonds frapper à la porte des différents industriels ou groupes financiers. Les gros flux financiers de CHABAN sont confiés par exemple à Mr De La Martinière, ancien directeur des impôts de GISCARD. Souvent le même financier soutient différents candidats, pratiquant ainsi la politique dite «ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier». Ainsi SCHNEIDER soutient GISCARD, mais en même temps il héberge gracieusement ROYER dans les locaux de la Société Générale

Mobilière et Immobilière filiale du holding financier de SCHNEIDER. Mais finalement, ces différents candidats sont complètement dépendants de leurs mécènes. Ils ne sont que des marionnettes, les maîtres du jeu étant les capitalistes. Ceux-ci peuvent, à leur gré, ouvrir ou fermer le robinet, à tel ou tel candidat suivant qu'il se propose ou non de faire une politique conforme à leurs intérêts de classe et de clan. L'attitude de GISCARD vis à vis des USA par exemple n'est pas indépendante des liens avec ITT; de la même façon, si CHABAN bénéficie des largesses de DASSAULT c'est que ses intentions politiques visent à plus d'indépendance vis à vis de l'impérialisme US permettraient à celui-ci de placer ses avions. Le nerf de la guerre c'est l'argent et la corruption est la règle même pour le candidat ROYER...

... ET A GAUCHE.

Le PS est tout aussi lié que les autres partis à la classe capitaliste. Dans leur fiefs du Nord et du Midi les socialistes ont des liens solides avec la bourgeoisie. Qui est donc DEFERRE sinon un capitaliste? De leur côté les révisionnistes ne sont pas à l'écart. Ils contrôlent par exemple la banque des Pays de l'Europe du Nord spécialisée dans l'import-export avec les pays de l'Est. Cela dit, ces gens veulent moraliser la vie politique. Dans le «Programme Commun» ils affirment: «la corruption de l'argent ne sera pas tolérée». Mais peut-on prétendre supprimer la corruption quand on ne veut pas supprimer le profit qui en est la source? Comment peut-on supprimer la corruption sans supprimer la «démocratie» bourgeoise qui en est le support? Seule la Révolution Proletarienne pourra balayer la démocratie bourgeoise, hypocrite et corrompue, et instaurer la dictature du prolétariat mille fois plus démocratique.

Albert Chatillon

éditorial

LES COMMUNISTES ET LES ELECTIONS DE LA BOURGEOISIE

Bien que nous ignorions encore les prétextes invoqués par les organismes spécialisés de la bourgeoisie pour rejeter sa candidature, une chose ne fait aucun doute : l'élimination de notre camarade André Roustan de la campagne présidentielle en cours, est une décision politique, une décision de classe. En tant que telle, cette mesure ne nous surprend pas. IL s'agit même d'une sorte d'hommage rendu par le pouvoir des exploités à notre jeune Parti. Qu'un ouvrier communiste, combattant de la guerre anti-nazie, et resté fidèle à l'idéal révolutionnaire, réunisse les conditions requises pour participer à la campagne présidentielle en présentant sa candidature, est insupportable à la bourgeoisie.

André Roustan disposait de 106 signatures. Ces 106 signatures avaient été fournies par des élus ruraux pour la très grande majorité, indépendants des formations traditionnelles de la bourgeoisie, de l'ancienne majorité ou de l'opposition, dont un grand nombre d'anciens résistants, de très nombreux paysans et d'une façon générale des éléments populaires. En aucune façon, il ne pouvait s'agir là de la moindre compromission, le préalable à la recherche de ces signatures étant justement le refus de tout compromis douteux. En tranchant comme il l'a fait, le Conseil Constitutionnel, composé pour l'essentiel de personnalités de l'U.D.R., montre aussi son mépris pour cette centaine de maires ruraux qui ont soutenu la candidature de notre camarade.

Il vient en tout cas de fournir une démonstration supplémentaire, devant les larges masses, de ce que vaut la démocratie sous dictature de la bourgeoisie. Des milliers d'ouvriers et de paysans pauvres produisent toute la richesse de ce pays ; mais si l'un d'eux veut faire entendre la voix de sa classe par les moyens légaux, inscrits dans la constitution de l'état bourgeois, on lui barre systématiquement la route. Merci à la bourgeoisie de cette simple et utile leçon de choses politiques. Ne serait-ce qu'en ce sens, la candidature d'André Roustan aura été utile.

LENINE ET LES ELECTIONS

La participation des communistes aux élections truquées de la bourgeoisie n'est toutefois pas un acte de naïveté ; elle est partie prenante de la tactique léniniste, elle sert un objectif précis. Dans son remarquable ouvrage : « la

maladie infantile du communisme », Lénine résume en 1920, c'est-à-dire deux ans après la Révolution d'Octobre, l'expérience acquise par les bolcheviks. Il montre l'absolue nécessité pour les communistes d'articuler travail légal et clandestin, de participer aux élections, et notamment aux élections parlementaires, pour éclairer réellement les masses sur les méfaits du parlementarisme, tant que les masses ne sont pas prêtes à boycotter massivement les élections que la bourgeoisie organise à son profit pour les abuser. C'est seulement dans des circonstances historiques particulières, circonstances de très grande mobilisation révolutionnaire, que le boycottage des élections s'impose. En dehors de cela, le rôle des communistes est de participer aux élections organisées par la bourgeoisie, en vue d'éclairer les couches les plus arriérées des masses, celles qui attendent de ces élections un changement de leur condition. L'enseignement de Lénine ne concerne pas seulement les larges masses soumises au servage des siècles, encore opprimées par le tsarisme en Russie jusqu'à la Révolution : dans ce texte, précisément, Lénine s'adresse aux militants communistes des pays occidentaux, en critiquant solidement les erreurs de gauche de certains courants allemands, hollandais, anglais etc...

Mais aujourd'hui, nous dira-t-on, nous voilà cinquante ans plus tard : comment tirer profit de principes politiques vieux d'un demi-siècle ?

L'ELECTORALISME AUJOURD'HUI

Depuis ce temps, c'est vrai, les masses ont largement fait l'expérience du parlementarisme et des élections bourgeoises. La défiance qui se manifeste dans les rangs de la classe ouvrière pour les mensonges électoraux, l'affairisme des députés, et les scandales de toute sorte dont suintent les murs du palais bourbon, tout cela est un fait politique indéniable, et largement positif. Mais cette défiance n'empêche pas, à chaque élection, des millions de prolétaires, des millions de paysans pauvres, d'aller voter, d'attendre malgré tout, ne serait-ce qu'une légère amélioration de leur sort du choix de leur suffrage. En bref, l'électoralisme, plaie de la conscience ouvrière, est malade, mais il n'est pas mort.

S'agit-il de s'impatisser, de crier trop vite victoire, et partant, de considérer ces millions de travailleurs, qui votent, comme des contre-révolutionnaires ? S'agit-il d'interpréter leur penchant à voter comme une mauvaise habitude dont ils pourraient se défaire par la vertu de bonnes explications ? Seuls des anarchistes ou des semi-anarchistes pourraient avancer de telles positions. En aucun cas, des marxistes conséquents ne s'y aventureraient. Ces millions de travailleurs qui engagent tant soit peu leurs espoirs dans l'urne sont précisément les armées sur lesquelles l'avant-garde de la classe doit pouvoir compter pour dissoudre les organismes parlementaires de la bourgeoisie pour sa survie. Tant que ces millions de travailleurs n'auront pas, pratiquement, concrètement, par des actions de masse réelles, foulé aux pieds les supercheries électorales, il restera aux communistes le devoir de les y inciter, non de l'extérieur et par de grands gestes inutiles, mais de l'intérieur même du processus électoral.

Certes, aujourd'hui, le maintien de l'électoralisme est assuré, dans une large mesure, par la diffusion des illusions révisionnistes dans les masses populaires. Le révisionnisme conditionne le maintien des illusions électorales en donnant aux élections un nouveau brillant. Le clin d'œil de révisionnistes du P.C.F. aux masses consiste à leur dire : bien sûr, il ne faut pas croire aux promesses électorales des candidats bourgeois, mais si vous nous donnez à nous, révisionnistes, vos voix, si vous votez bien, alors tout va changer. Pour les révisionnistes du P.C.F., le bulletin de vote, c'est un peu le billet d'entrée au voyage organisé du programme commun, la formalité à remplir pour passer au socialisme. Si on y ajoute l'action de masse, la recette, selon eux, peut réussir. C'est pour cette raison que de nombreux travailleurs, bien que désabusés, votent encore. Parce qu'ils ont tenté d'étouffer l'élan révolutionnaire de la classe ouvrière, parce qu'ils subordonnent toute avancée vers le socialisme à un succès électoral, parce qu'ils cachent désespérément la nature de classe de l'état oppresseur de la bourgeoisie, les révisionnistes du P.C.F. sont les principaux auxiliaires du cirque électoral. Sans leur secours, la machine ne pourrait pas fonctionner.

Mais, ce faisant, les révisionnistes ont renforcé l'électoralisme, sans bénéficier pour autant de tous les suffrages qu'ils amènent dans l'urne.

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU PCR (ml)

La décision prise aujourd'hui par le Conseil Constitutionnel n'étonne pas les communistes révolutionnaires.

L'élimination de notre camarade André Roustan est en fin de compte une décision politique.

Qu'un ancien Résistant F.T.P., déporté à Buchenwald, se trouve éliminé au moment où la bourgeoisie développe, au cinéma et à la télévision, une campagne pétainiste, cela n'a rien d'étonnant.

Qu'un ouvrier, qu'un communiste, le seul ouvrier, le seul communiste présent parmi ceux qui avaient présenté leurs candidatures, puisse développer devant les larges masses la perspective de la révolution prolétarienne, voilà qui aurait été insupportable à la bourgeoisie.

Après l'élimination de notre camarade, comme d'une certaine façon de M. Lafont, il ne reste plus dans cette campagne officielle, du royalisme au trotskisme, que des pantins de la bourgeoisie.

Une démonstration supplémentaire est faite de ce que nous aurions affirmé au cours de cette campagne : la bourgeoisie organise les élections à son profit ; la classe ouvrière n'a rien à en espérer.

Cette décision de classe ne changera rien à notre attitude de classe : notre Parti mènera à l'occasion de ces élections, avec le même contenu révolutionnaire, la campagne communiste qu'il avait prévue et organisée. 18/04/74.

Ils se sont faits, sans le vouloir, agents électoraux de la bourgeoisie. Par exemple, ils ont aidé à reconstituer le capital électoral du parti socialiste et sont aujourd'hui dans l'impasse. Aussi ne suffit-il pas de porter des coups au révisionnisme pour voir disparaître l'électoralisme ; il faut aussi mener bataille sur le terrain des élections, et les enseignements de Lénine n'ont en ce sens rien perdu de leur actualité.

Mais, objectera-t-on encore, nous vivons aujourd'hui sous la domination du capitalisme monopoliste d'état, qui a vidé le parlement et tous les organismes élus de toute réalité de pouvoir. Quoi de plus vrai ! Une vérité d'ailleurs ancienne, puisqu'à l'époque où Lénine écrivait, c'était déjà le cas. C'est vrai aussi que, depuis cinquante ans, le capitalisme monopoliste d'état a considérablement étendu et renforcé sa domination. Mais, ce qui compte en l'affaire, pour nous marxistes, c'est le crédit dont jouissent encore dans les masses ces apparences fictives du pouvoir d'état que représentent les organismes élus. Il ne suffit pas que nous soyons nous-mêmes convaincus du rôle négligeable du parlement par exemple ; il faut encore et surtout que les masses en soient largement convaincues.

ABATTRE L'ETAT BOURGEOIS

La véritable question pour les

communistes, c'est d'organiser les masses pour abattre l'appareil d'état bourgeois, remplacer le pouvoir de la bourgeoisie par le pouvoir des ouvriers et des paysans, la dictature du prolétariat. Avancer dans cette tâche signifie balayer les illusions que la bourgeoisie et le révisionnisme entretiennent dans les masses exploitées sur le caractère neutre et démocratique de l'état, illusions qui justifient les élections.

En ce sens, la participation aux élections constitue pour les communistes une partie du travail légal qu'ils doivent mener pour rallier les masses à la révolution, une partie subordonnée entièrement à la stratégie et à la tactique révolutionnaires.

Malgré les entraves mises par la bourgeoisie à la présentation d'un militant communiste aux élections, le refus de la candidature André Roustan, les communistes révolutionnaires appliqueront les principes léninistes définis dans le programme du PCR (m-l) et participeront à l'avenir, tant que les conditions objectives le rendront nécessaire, aux élections de bourgeoisie.

Ils mèneront aujourd'hui, malgré le refus du conseil constitutionnel, la campagne communiste d'André Roustan.

Contre les élections de la bourgeoisie, une seule solution, la révolution !

QUI PRESIDE LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ?

Le Conseil Constitutionnel est un organisme de l'appareil d'Etat composé de 9 membres nommés pour 9 ans, dont trois par le président de l'Assemblée Nationale, trois par le président du Sénat, 3 par le Président de la République ; y appartiennent également les anciens présidents de la République. Il est un des moyens de trancher les litiges entre les différentes factions bourgeoises sur la régularité des élections, veiller à la conformité des lois avec la constitution. Défendant les intérêts de sa classe, c'est cet organisme composé de politiciens bourgeois qui a écarté la candidature de notre camarade André Roustan.

Son actuel président est Roger Frey, ex-président de l'UDR de 58 à 59. Ce « gardien de la constitution » a un solide passé de répression sanglante des masses. Rejoignant de Gaulle en 1940, il milite au RPF et dans ce cadre se retrouve dans tous les coups fourrés de la 4ème République, pour arriver en 1958 à Alger avec Soustelle pour préparer le coup d'Etat de mai 1958 et l'arrivée de de Gaulle.

« Il participe à l'élaboration de la constitution avec Paul Reynaud et Guy Mollet... Homme de confiance de de Gaulle, ministre de l'Information en 1959, il arrive au ministère de l'Intérieur en 1961, où il exercera tous ses talents... C'est à cette époque que vont fleurir les barbouzes et autres policiers parallèles, anciens copains du RPF, organisés par lui et son chef de cabinet Sanguinetti, actuel secrétaire de l'UDR... »

C'est sous sa responsabilité que le 17 octobre 1961, il fait réprimer dans le sang 30 000 patriotes algériens manifestant à Paris pour l'indépendance ; il y aura plus de 100 morts, 21500 arrestations, 1500 expulsions... Plusieurs jours après, on retrouvera encore des cadavres dans la Seine.

C'est sous sa responsabilité, qu'en 1962, 8 manifestants anti-OAS sont massacrés au métro Charonne par les forces de police...

C'est sous son ministère en 1966 que le leader marocain anti-impérialiste Mehdi Ben Barka est enlevé et assassiné en plein Paris par une bande de barbouzes, de truands avec la police officielle et le SDECE...

Ecarté à cette époque, il sera ensuite ministre des relations avec le Parlement, puis ministre de la réforme régionale pour se retrouver le 26 février 1974 président du Conseil Constitutionnel et « gardien de la constitution ».

BERLIET (l'Arbresle)

la police agresse les grévistes !

En installant une usine à l'Arbresle, petite localité du Rhône, en 1970, Paul Berliet prétendait résoudre le problème du chômage dans cette région rurale. Or, depuis le 2 avril, les travailleurs de Coméla sont engagés dans la grève en totalité ; seuls les cadres et les intérimaires travaillent.

Les grévistes revendiquent :

- 1400 F minimum. En effet, ils ont les salaires les plus bas des boîtes du groupe Berliet : 1150 F à l'embauche pour 174H, un ouvrier P2 gagne 1540 F.

- Mêmes avantages sociaux que dans les autres usines du groupe : maladie, retraite, et surtout, transports : il n'y a aucun service de cars alors que les ouvriers habitent à 25 km à la ronde. En installant l'usine à l'Arbresle, le but de Berliet était double :

- 1) Profiter du chômage en région rurale pour pratiquer des salaires très

bas et des cadences très élevées, en agitant constamment la menace des licenciements collectifs.

- 2) Empocher les subventions municipales : chaque habitant a en effet versé par le biais de l'impôt municipal 50 F pour cette usine, Paul Berliet promettant d'embaucher 500 ouvriers ; 4 ans après, ce sont seulement 270 ouvriers qui travaillent. Refusant les appels au calme de Séguy et de Maire, les ouvriers ont engagé la lutte, montrant ainsi que ce n'est pas la perspective de voir Mitterrand au pouvoir qui les ferait renoncer à leurs revendications. Des piquets de grève sont mis en place et les portes bloquées ; le PDG Rigollet refuse toute négociation en prétendant que Coméla, ce n'est pas Berliet. Après avoir cité deux délégués CGT et CFDT en référés, il envoie des cadres faire du porte-à-porte chez les ouvriers : échec pour le PDG.

Alors, le mercredi 17, les gardes-mobiles interviennent pour expulser le piquet de grève.

Le 19, sous protection des flics, les machines sont enlevées et les bulldozers couvrent de nouvelles « sorties de secours ».

Cependant ; la grève se poursuit et la popularisation s'engage sur Lyon. Les travailleurs de Coméla qui vont se réunir lundi en Assemblée Générale sont déterminés à poursuivre. Comme nous le disait une déléguée syndicale : « Si nous arrêtons maintenant, c'est fini pour bien longtemps ».

- Pour nos revendications, pas de trêve électorale !

- Décentralisation capitaliste = chômage, bas salaires, exploitation accrue !

correspondant Lyon, le 21/4.

INTERVIEW D'ANDRE ROUSTAN

FRONT ROUGE : André, tu viens d'être élu Président de notre Parti, après 40 années de lutte opiniâtre pour la cause des prolétaires, pour la victoire du communisme. Depuis ta première action contre les fascistes en 34, il y a quarante ans d'une expérience précieuse pour conduire notre Parti aujourd'hui.

- ANDRE ROUSTAN : Comme partout en France, à Aurillac, les fascistes voulaient tenir un meeting ; alors, tous les ouvriers de la ville se sont rendus là où il devait se tenir et on l'a empêché ; il y a eu des manifestations violentes pendant 2 jours j'avais alors 14 ans. Contre les Croix-de-Feu, on se servait de boulets de charbon ; aux fenêtres, les gens aspergeaient d'eau les gardes mobiles ou viciaient leurs ordures. Juste après, j'adhérais aux Jeunesses Communistes. Il faut dire que, dès l'âge de 8-9 ans, j'accompagnais mon père aux réunions politiques : il militait à la C.G.T.U. et ayant été fait prisonnier en 14/18 en Russie, il en était revenu enthousiasmé par tout ce qu'il avait vu du premier Etat socialiste. Alors pour moi, les J.C., c'était une suite logique. C'est là que j'ai reçu ma première éducation politique ; on avait beaucoup de brochures, on suivait de très près ce qui se passait dans le monde,



André Roustan, Président du PCR (m-l)

en URSS, mais aussi en Chine : j'ai même lu une brochure de Mao Tsé Toung à cette époque. A 15 ans, j'étais secrétaire des JC à Aurillac et je représentais les Jeunesses au bureau régional du Parti. A Aurillac, le cercle de la Jeunesse regroupait plus de 200 jeunes. - F.R. : C'est à ce moment que se produisirent les événements en Espagne... - A.R. : Oui avec deux autres camarades d'origine espagnole, on s'est portés volontaires mais comme nous étions trop jeunes on nous a mis au transport des munitions et de vivres. Ensuite, on faisait le transport de Bordeaux à Barcelone. En 1938, ça approchait de la fin et on a été renvoyé définitivement en France. A Aurillac j'ai participé au ramassage de vivres destinées à l'Espagne : 50 camions sont partis ainsi.

- F.R. : En 1939, le PC est interdit, la guerre éclate. Pour les Communistes, la lutte continue...

- A.R. : Au moment de la dissolution du PC, je travaillais au barrage de l'Aigle ; c'est là que les gendarmes français m'ont arrêté. A peine relâché, j'étais mobilisé dans l'armée et démobilisé peu de temps après. Revenu à Aurillac, je suis retourné travailler au barrage de l'Aigle et c'est là que j'ai organisé à nouveau le Parti qui n'existait pratiquement plus (c'était en 1941). Toute la réorganisation a bien sûr été faite de manière clandestine, sur 3 barrages de la région. On a formé des cellules sur tous les secteurs. On faisait un travail politique sur 15 000 ouvriers. Quelques temps après est arrivé un camarade de Bordeaux, originaire d'Aurillac, condamné à mort par les Allemands pour sabotages dans une usine d'avions. C'est de là que s'est créé le premier maquis du Cantal en 1942. Ce camarade était responsable militaire, moi j'étais responsable politique. A mesure que les camarades étaient connus de la police, ils rejoignaient le camp.

- F.R. : arrêté, déporté à Buchenwald, cela n'arrête en rien la Résistance...

- A.R. : Oui, j'ai été arrêté le 14 août 42 par la police française et emprisonné à Clermont-Ferrand. J'avais été dénoncé alors que je collais des affiches, car on collait beaucoup et les chantiers étaient arrosés de tracts. Puis j'ai été envoyé dans un camp de concentration dans la Hte Vienne où j'ai retrouvé tous les camarades d'Aurillac qui avaient été arrêtés depuis 1935 ; malgré toutes nos tentatives on n'a pas réussi à s'évader. Ensuite, ça a été le départ pour Buchenwald. Là-bas, nous avons été accueillis par des communistes allemands, français, polonais... Tout de suite, on était parqué par nationalité, mais les communistes avaient créé un Comité de Liaison International ; pour la France, c'était Marcel Paul, Thaelmann pour l'Allemagne... On était organisé par groupe de trois, réunis en détachements de 20 à 30 gars avec un responsable politique et un responsable militaire ; un large travail d'éducation était entrepris vers les non-communistes.

Dans le camp, j'étais responsable politique de ma baraque, soit 700 à 800 gars. On savait tout ce qui se passait au dehors ; des journaux allemands nous parvenaient, on s'en servait pour faire des communiqués qui étaient lus dans les baraques. Ainsi, on ne se sentait pas isolé, l'avance de l'armée rouge était suivie chaque jour avec enthousiasme car on avait même réussi à fabriquer un poste radio car, à la suite d'un bombardement américain sur les casernes et usines de Buchenwald où 8000 SS étaient morts, Les Communistes s'étaient portés volontaires pour enterrer les corps, ce

qui permettait de prendre des armes et du matériel. Au mois d'avril 45, j'ai fait partie du Convoi des 8000 déportés qui devaient être transférés dans un autre camp, car les soldats de l'Armée Rouge étaient à 30 km de Buchenwald. Dans les troupes allemandes, c'était la panique, mais sur les 8000, 300 seulement ont réussi à s'en tirer.

- F.R. : Lorsque tu rentres en France, c'est le moment où Thorez ordonne de rendre les armes à la bourgeoisie et de «retrousser les manches»...

- A.R. : Je suis rentré en France au mois de mai, avec l'espoir, comme de nombreux camarades, que nous allions mettre fin au règne des exploités. Devant les directives de Thorez, j'ai été profondément déçu ; le PCF m'a nommé responsable de l'UJRF (Union des Jeunesses Républicaines de France) et j'étais membre du bureau fédéral à Clermont, responsable à la presse. En 1947, des grèves violentes ont lieu à Bergougnan et à Michelin ; le PC fait tout pour freiner la lutte, malgré cela, je participe activement au soutien des grévistes : c'est toute la direction du Parti sur Clermont qui est alors remise à la base. A ce moment, je retourne à Aurillac... Dans le PC, ça allait de plus en plus mal. Lorsqu'André Marty a été exclu du PC en 1952, j'ai pris parti ouvertement pour lui... quand Staline est mort, j'ai senti que le PC c'était fini, que plus rien ne le rattachait au socialisme. Dès que le PC a compris que je parlais comme ça, j'ai été exclu ; le prétexte : à une réunion j'avais déclaré : «Oui, hier c'était les FTP, après il a fallu retrousser nos manches...»

- F.R. : Pour un communiste, se retrouver seul, c'est une rude épreuve comment cela s'est-il passé ?

- A.R. : Oui, surtout que le P.C. a organisé toute une campagne de calomnies contre moi : du jour au lendemain, les copains me tournaient le dos ; même auprès de la bourgeoisie, le P.C. était alié. Je racontais des salades, si bien que j'avais du mal à trouver du travail... Si j'ai réussi à surmonter tout ça, c'est parce que je suivais de très près les événements et ils me donnaient raison : la «déstalinisation»... et puis je discutais énormément avec les anciens FTP qui avaient quitté le P.C. ou été exclus à propos de la remise des armes, on lisait les publications chinoises, on faisait des tracts, des affiches... Jusqu'au jour où on a eu le contact avec un camarade de Marseille qui nous a parlé du Congrès de Lancy, du Mouvement Communiste Français, alors on a monté l'organisation du MCF à Aurillac.

- F.R. : Fin 67 tu es délégué au Congrès de Puyricard...

- A.R. : Oui, j'y représente 9 camarades ; pour moi après de longues années où je n'avais pas fait un véritable travail politique organisé, c'était très important, cet événement était d'importance historique, dans la mesure où, même si des erreurs opportunistes furent commises, la création du PCMLF marquait un pas en avant important dans la démarcation avec les révisionnistes et jetait les bases à partir desquelles il était possible de progresser. Le jeune Parti sera dissout en 1968 par la bourgeoisie, pour nous Communistes, la lutte ne s'arrête pas pour autant.

- F.R. : Ouvrier maçon tu participes aux luttes des ouvriers du bâtiment à Aurillac.

- A.R. : Il faut rappeler que peu après mon exclusion du PC, j'avais été exclu aussi de la CGT ; cela s'était passé après une grève qui était très bien partie mais au bout de 4 jours, le syndicat nous

dit de reprendre le travail avec seulement de vagues promesses... A partir de ce moment la CGT a été discréditée sur la boîte, ceux qui n'étaient pas d'accord, exclus... Après les gars étaient écœurés par la CGT et par toute forme de syndicat, alors il a fallu combattre ces idées fausses, expliquer que les syndicats appartenaient aux travailleurs, que c'est leur arme. En même temps on menait l'enquête afin d'établir un cahier de revendications sur la boîte, qui ensuite a été imposé au patron. C'est ainsi que s'est créé le syndicat rouge d'Aurillac ; pour nous, la CGT étant totalement discréditée, il n'y avait pas d'autre solution. Mais l'action syndicale toute seule ne peut pas suffire. Si elle manque de perspectives politiques, elle finit par déprimer d'elle-même. C'était le cas dans les années 68/70 : à l'époque, la ligne opportuniste de droite qui dominait chez les marxistes-léninistes empêchait de développer vraiment un travail révolutionnaire. C'est pourquoi après avoir été isolé plusieurs mois je me suis vite trouvé d'accord avec les camarades de Front Rouge qui eux, se sont donnés la peine de venir me voir ; ils critiquaient les erreurs commises et ils voulaient les redresser. L'avant-garde était là, et nulle part ailleurs. La suite des faits et les progrès de notre travail l'ont bien prouvé.

- F.R. : Peux-tu expliquer comment s'est matérialisé pour toi l'avancée des communistes dans leur travail ?

- A.R. : Par exemple, la décision d'organiser l'opposition révolutionnaire dans les syndicats a été une décision marquant un pas important dans la précision de notre tactique. C'est sur la base de toute notre expérience passée dans notre travail de masse, et compte-tenu de la période actuelle qui voit les travailleurs, dans le cours de leur lutte, s'opposer de plus en plus ouvertement aux traites à la classe ouvrière, que nous avons pris cette décision. Localement, j'avais vu la nécessité, face aux révisionnistes, de regrouper les travailleurs dans un syndicat qui soit vraiment une arme de lutte : la création d'un syndicat rouge répondait à cela. Mais il fallait la centralisation de l'expérience de tous les camarades, l'analyse de la situation en France, pour arriver à une vue d'ensemble. Nous avons alors pu apporter une réponse que l'on ne peut pas trouver simplement localement : la lutte, à l'intérieur des syndicats existants, tient une place importante pour organiser les travailleurs dans la lutte revendicative et les regrouper autour de l'avant-garde communiste. Dans la grève des Lip, par exemple, grâce à la tactique juste de l'OSR, nous avons pu soutenir tout ce qu'il y avait de positif dans la grève et dans la manière dont elle était conduite par la section syndicale ; nous avons su faire des propositions de lutte, adaptées à la situation, et que les travailleurs ont reprises à leur compte telles que les manifestations à l'usine de Palente. De même, avec les actions de masse entreprises par les CACF pour l'unité de notre classe ouvrière, avec le succès des initiatives des CIP et notamment pendant la guerre d'octobre : avec ses premiers succès dans la mobilisation des masses de notre pays, j'ai pu constater avec joie combien notre activité répondait à l'attente des masses, à ses aspirations.

- F.R. : La création du PCR(m-l) qu'est-ce que cela représente pour toi ?

- A.R. : Depuis le congrès de Puyricard, les luttes de la classe

ouvrière ont connu un grand essor, l'espoir des masses dans la révolution s'est affirmé. Avec la création du parti, aujourd'hui il ne s'agit plus seulement de rassembler quelques centaines de militants mais d'organiser avec les communistes des milliers et des milliers de travailleurs : tous ceux qui rejettent les perspectives réformistes et révisionnistes et cherchent la voie qui mène au socialisme.

Avec la création du P.C.R.(m-l) c'est un bond considérable qui est franchi dans l'organisation révolutionnaire des masses. Pour les travailleurs de Lip, Saviem, Brandt, Fos, Usinor... représentés à notre Congrès, la création du Parti est d'une importance considérable. En témoigne le succès des rassemblements

communistes qui ont précédé le Congrès A Caen, pour donner un exemple j'ai vu avec joie plus de 350 personnes, pour 2/3 des ouvriers, assister enthousiasmés à notre meeting. Ce sont ces mêmes ouvriers que les camarades de Caen ont retrouvés ensuite à la Savim à Moulinex ; pour ces travailleurs qui faisaient l'expérience directe de la trahison des réformistes et des révisionnistes se posait avec acuité la question d'un Parti, d'un Parti communiste révolutionnaire. C'est à cette attente, c'est à ce besoin ressenti aujourd'hui par des milliers de travailleurs que répond la création du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste). C'est pourquoi je m'adresse à eux pour qu'ils viennent renforcer les rangs des communistes. Ce parti c'est le leur, c'est celui de la classe ouvrière. Rejoignez le P.C.R.(m-l) !

FAITES SIGNER LA PETITION DE SOUTIEN A LA CAMPAGNE COMMUNISTE D'ANDRE ROUSTAN !

Dès le samedi 20 avril nous avons décidé en même temps que la vente du journal, de faire signer une motion de soutien à la campagne communiste d'André Roustan, président du Parti. Nous l'avons rédigé à partir de la déclaration du CC sur les élections présidentielles (FR numero 111).

Le porte à porte effectué dans les HLM d'Issy-les-Moulineaux a été un grand succès : de nombreuses signatures ont été recueillies, ou majorité d'ouvriers et d'ouvrières, également un ancien FTP, un routier, un instituteur. Tous ont été particulièrement frappés par le fait que le Conseil Constitutionnel a rejeté la candidature du seul ouvrier, du seul communiste. Tous aussi étaient bien convaincus qu'il n'avait le choix qu'entre des candidats bourgeois. Si quelques uns voulaient voter néanmoins «Union de la Gauche», c'est plutôt contre Chaban et Giscard que pour Mitterrand. La classe ouvrière n'oublie pas les méfaits de cet individu. En tous cas, le cœur n'y est pas : comme le disait l'ancien FTP en 36, c'était autre chose ! Nous étions plein d'enthousiasme...

Plusieurs travailleurs ont exprimé leur accord avec les propositions de notre Parti pour le premier et le deuxième tour. Une ouvrière sur presse, des candidats, c'est bonnet blanc et blanc bonnet ! C'est juste de montrer au premier tour qu'on veut le socialisme, la révolution. Quant au deuxième tour, le refus de choisir par qui le sera exploité ! A l'occasion de ces discussions extrêmement positives, nous avons vendu plusieurs Front Rouge, élargissant ainsi notre diffusion à Issy.

L'accueil favorable que les travailleurs ont réservé au Parti alors que nous intervenions pour la première fois dans ce quartier est très encourageant. Le travail de propagande et d'organisation dans le cadre de la campagne communiste d'André Roustan s'annonce bien.

CORR. Issy-les-Moulineaux

LE PROGRAMME DE MITTERRAND UN PROGRAMME POUR LA BOURGEOISIE !

«Effort intensif pour assimiler la somme énorme des problèmes posés, en ce moment à l'économie française et à l'économie internationale» selon «les Echos», «la gauche... propose des choix et des solutions dégagés de l'utopie», écrit «le Quotidien de Paris», «la preuve d'un certain bon sens» ajoute «le Figaro» ; c'est au programme électoral de François Mitterrand que s'adressent ces éloges de la presse bourgeoise. On a les admirateurs que l'on mérite. Lorsque la bourgeoisie dit qu'un programme est «réaliste» ça veut dire qu'il ne change rien de fondamental au système capitaliste, c'est ce qui arrive au programme de Mitterrand, et c'était le sens profond de sa conférence de presse de vendredi dernier, préparé avec l'inspecteur des finances Michel Rocard.

Au centre de son programme, Mitterrand place «une monnaie plus forte», il déclare que le franc doit réintégrer le «serpent» monétaire européen, c'est à dire que le franc ne doit plus flotter et doit retrouver une position forte par rapport aux autres monnaies, notamment par rapport au mark allemand. Son souci c'est celui de voir l'impérialisme français doté d'une monnaie forte, capable ainsi de développer ses investissements à travers le monde. Pour rendre notre monnaie plus forte et juguler l'inflation, Mitterrand propose de limiter au maximum les mesures sociales. «Ma politique sociale s'inscrira dans les limites du possible» prévient-il et il fixe le possible à 1% seulement de la production intérieure brute. Il prévoit que ces mesures seront facilement couvertes par les excédents inflationnistes du budget de l'Etat 1974, autrement dit par l'augmentation des impôts sur la consommation et de ceux sur le revenu, augmentation qu'entraîne automatiquement la hausse des prix qui, pour 1974, est donc sous-entendue. Que le coût des dites mesures tirées du programme commun PeCs—PeS soit faible n'a rien d'étonnant lorsqu'on en voit le contenu. Ainsi en promettant le SMIC à 1200F alors que les travailleurs exigent 1650F minimum par mois, pour 40 heures, il se garde bien de parler de garantie et encore moins du progrès du pouvoir d'achat. Lorsqu'il annonce qu'il abaissera ultérieurement l'âge de la retraite à 60 ans et la durée de la semaine de travail à 40 heures, c'est pour ajouter aussitôt que l'augmentation de la productivité compensera cette réduction et même que «le goût du travail, rendu aux travailleurs, peut nous faire dépasser ces prévisions». Mitterrand qui annonce ainsi l'accélération des cadences de travail, ne prend même pas la peine de reprendre la formule vague du programme commun sur la «limitation des cadences».

Quant à l'emploi, rien contre les licenciements, sinon la «promesse» que le système de couverture du chômage devra être «renforcé», ce qui, pour le moins, ne présage rien de bon pour les travailleurs. Rien non plus sur le sort réservé aux travailleurs immigrés. Bien entendu, pour Mitterrand, le contrôle de l'immigration selon les besoins du capital, prévu par le «programme commun» reste un acquis. Pour imposer cet état de choses, Mitterrand entend s'appuyer sur les syndicats : «Je suis persuadé que les syndicats procéderont à un examen sérieux et honnête de la situation, notamment de notre lutte contre l'inflation et que des poussées irréflicibles n'empêcheront pas la réussite d'une politique qui nous engage tous».

Pour Mitterrand, il faut renforcer la compétitivité du capitalisme français, encourager les exportations. «Le secteur privé devra s'installer de plus en plus dans la concurrence, aller conquérir les marchés à l'extérieur, et nous l'y encouragerons. Je fais appel un appel à l'esprit d'initiative et de conquête de tous les entrepreneurs de France».

Politique toute entière tournée vers la défense de l'impérialisme français, c'est encore ce qu'il souligne lorsqu'il déclare : «La France sera plus présente... partout dans le Tiers-Monde.» Dans la bouche d'un homme qui a dirigé les massacres contre le peuple algérien, on sait ce que cela veut dire. D'ailleurs Gaston Defferre, en tournée pour Mitterrand dans les DOM-TOM a pris soin de préciser l'autre jour à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) : «Le point du programme commun qui pourrait sous-entendre l'indépendance des Antilles en cas d'une prise de pouvoir de la gauche a été mal rédigé... Une nouvelle rédaction précise clairement qu'il ne peut être question d'abandon ni d'indépendance... François Mitterrand ne veut pas rompre avec les Antilles bien au contraire.» Bien au contraire ! Mitterrand n'entend pas retirer la France des alliances impérialistes (celle est partie prenante dans l'Alliance Atlantique), dit-il sauf pour la placer dans d'autres alliances telle que la constitution d'une Europe impérialiste, nouvelle superpuissance. En même temps, il précise que la France doit s'associer aux discussions d'Helsinki et de Vienne, où, sous prétexte de désarmement, les deux superpuissances discutent du partage impérialiste du monde. Un programme contre les peuples, un programme contre les masses populaires de France, nous n'attendions rien d'autre de ce Mitterrand honni par la classe ouvrière.

Corr. Issy-les-Moulineaux

LES MANŒUVRES DES CANDIDATS DE LA BOURGEOISIE

La campagne électorale déclenchée il y a plus de 15 jours à la mort de POMPIDOU a déjà apporté trois confirmations. La première c'est qu'en rejoignant la candidature de notre camarade ANDRE ROUSTAN, alors qu'il avait rassemblé plus de 100 signatures de maires de petites localités rurales, la bourgeoisie a montré clairement qu'elle entend priver des moyens d'expression comme la télévision, la radio, le seul ouvrier, le seul communiste qui se présentait. Nous y revenons par ailleurs (P.3).

La deuxième confirmation a trait à l'accélération de la décomposition de l'UDR, révélée par les contradictions que suscite la candidature de CHABAN DELMAS. Bien qu'il ait été le premier à prendre la part de la course présidentielle à laquelle il se préparait depuis de longs mois CHABAN DELMAS a enregistré face à son rival de l'ex-majorité présidentielle : GISCARD, plusieurs reculs. * 4 ministres UDR de Pompidou (Chirac, Lecat, Stirn, Taittinger) ont signé avec 43 députés UDR ou centristes un manifeste appelant à une seule candidature de la «majorité», visant ainsi à mettre des batons dans les roues de Chaban. La dernière réunion des élus de l'UDR n'a pas réussi à ressouder leur unité : malgré les efforts et les menaces de Sanguinetti et de Debré, plusieurs élus de l'UDR se sont déclarés contre Chaban, d'autres se sont abstenus sans compter les absents. Après le vote, la plupart des 43 confirmaient dans les coulisses leur appel.

* Le groupe des centristes du gouvernement dont les deux chefs de file, Fontanet et Duhamel, avaient annoncé le ralliement à la candidature Chaban-Delmas se trouve à son tour divisé ; plusieurs adhérents ont annoncé leur ralliement à Giscard d'Estaing. * A ces déboires, il faut ajouter la publication des sondages de la bourgeoisie qui tous placent maintenant Giscard devant Chaban-Delmas ; le ministre de l'intérieur a même, pratique inhabituelle, publié un sondage des Renseignements Généraux effectué sous sa direction, révélant qu'au deuxième tour, face à Mitterrand, Chaban avait moins de chance que Giscard d'Estaing. Ce qui en clair veut dire aux électeurs habituels de la «majorité» : pour «voter utile», votez Giscard ! Face à cela, Chaban-Delmas ne peut guère opposer que le

ralliement d'un Fouchet ou d'un Messmer, ou la candidature Royer, avec ses thèmes pétainistes, doit puiser (et les sondages le confirment) dans la clientèle réactionnaire des réformateurs, en empêchant ainsi une partie de rallier Giscard d'Estaing. Mais ces résultats sont maigres !

Derrière ce recul de Chaban et cette progression de Giscard, une chose se confirme : le déclin accéléré de l'UDR. Parti gouvernemental majoritaire, il a été depuis deux ans rudement mis à mal ; la découverte répétée, à l'aide souvent de personnalités Républicaines Indépendants, de multiples scandales financiers et affaires véreuses dans lesquelles trempait ce parti (à commencer par la feuille d'impôts de Chaban) lui a déjà coûté une centaine de sièges aux législatives de 73. Aujourd'hui, c'est ouvertement que des députés UDR mis à des places importantes par Pompidou, comme Chirac au Ministère de l'Intérieur, en profitent pour miner de l'intérieur leur Parti. Car il est clair que si les 43, et les 4 ministres qui les patronnent n'appellent pas officiellement à voter Giscard, toute leur démarche profite à ce dernier et ils ne l'ignorent pas. En lançant cette manœuvre, Chirac et Cie préparent l'avenir et annoncent des recassements futurs. Au moment où ce qui est en jeu dans la bourgeoisie française, c'est la redéfinition des liens avec l'impérialisme US dans le cadre de la construction européenne, ces difficultés accrues de l'UDR confirment qu'en aucun cas il ne s'agit pour l'impérialisme français de revenir aux termes de l'ancienne politique gaulliste, à laquelle s'identifie, par exemple, à l'intérieur de l'UDR, un Debré.

Enfin, la troisième confirmation apportée par ce début de campagne électorale, c'est la manière dont François Mitterrand mène cette campagne, et le rôle dévolu au P.CsF. Parce qu'il croit voir ses chances augmenter en face de l'alignement des contradictions au sein de l'ancienne majorité, Mitterrand cherche à gagner le maximum de suffrages dans cet électoral de «droites» dans l'électorat traditionnel de l'ancienne majorité. Il a ainsi été amené pour la conquête de cet électoral à aligner le maximum de garanties bourgeoises en annonçant successivement qu'il subordonnera la satisfaction des travailleurs à la stabilité du Franc, qu'il ne défendra pas tous les thèmes du Programme

Commun, qu'il nommera un premier ministre socialiste... Dans l'équipe qu'il a constitué pour mener sa campagne, s'il a appelé aux côtés de membres de son parti des radicaux de gauche, des éléments de PSU, tel Rocard, ancien membre du P.CsF n'a été invité à y participer. En clair, la seule chose qui est demandée au P.CsF, c'est de faire coller les affiches de Mitterrand sans aucun droit de regard sur la manière dont il mène sa campagne, les thèmes qu'il défend... Mitterrand a indiqué la fonction qu'il attribue à une participation éventuelle du P.CsF au gouvernement ; s'en servir pour inciter les travailleurs à admettre l'exploitation capitaliste, comme à la libération : «Pourquoi voulez-vous que je me prive aujourd'hui du concours de l'ensemble des forces vives du travail et de la production pour faire face à la crise a-t-il répondu à la question de CHABAN sur le P.CsF. Le P.CsF, face à cela, ne dit mot, même s'il enregistre dans les masses, chez de nombreux travailleurs y compris chez ses adhérents de base d'importantes réticences à la candidature de Mitterrand. Le passé de bourreau du peuple algérien de cet individu, ses manœuvres actuelles font s'interroger les travailleurs qui rechignent à lui accorder leur confiance. Malgré cela, le P.CsF accepte la loi de Mitterrand. Depuis des années, il bouche toute perspective révolutionnaire aux travailleurs avec son objectif d'une victoire de la gauche, depuis 3 ans, il suspend toute amélioration du sort des travailleurs à la réalisation du programme commun, avec le PS de Mitterrand ; il ne peut, sans se démasquer, subitement révéler aux travailleurs une partie de la vérité : oui le PS est un parti bourgeois, oui la politique de Mitterrand a consisté à reconstruire le PS en se donnant un visage de «gauches» grâce à la caution que lui a donné l'alliance avec le P.CsF, oui, Mitterrand au pouvoir est prêt à mener la politique de la bourgeoisie, et si les intérêts de la bourgeoisie l'exigent à rompre avec le P.CsF et à s'allier avec les partis centristes pour gouverner. C'est aux vrais communistes de montrer aux travailleurs dans leur campagne de dénonciation du cirque électoral, la duplicité du P.CsF. NI GISCARD, NI CHABAN, NI MITTERRAND, UNE SEULE SOLUTION, LA REVOLUTION !

de Pompidou à Liliana Cavanni

Pourquoi cette haine contre la résistance ?

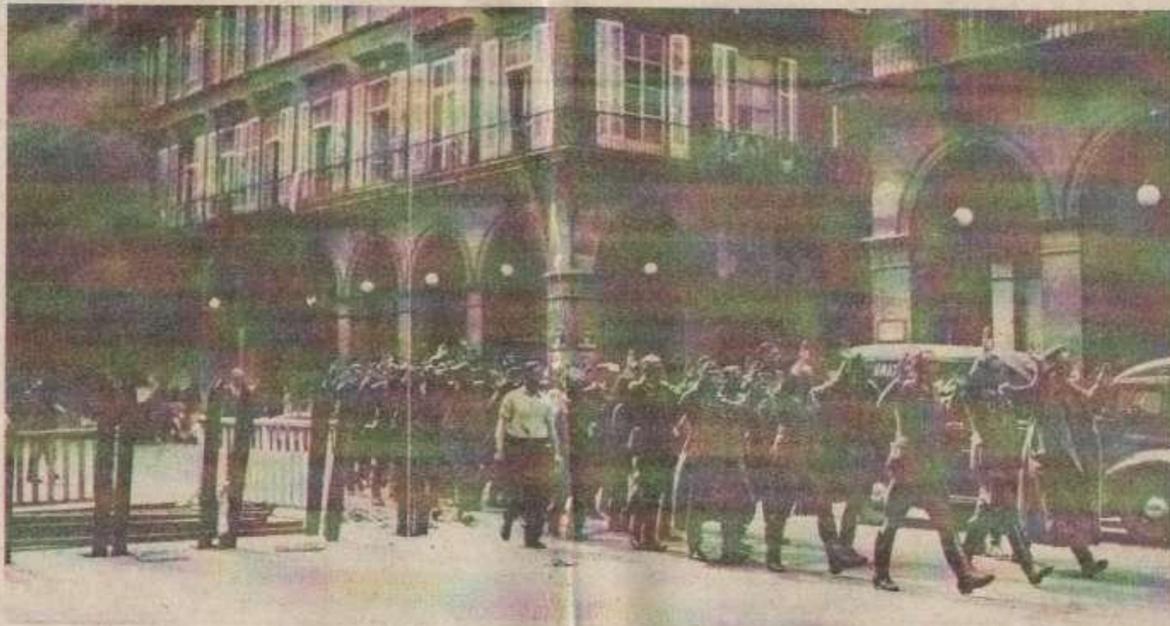
On reconnaît l'arbre à ses fruits. A peine le général de Gaulle avait-il quitté l'Élysée que son ancien fidèle Georges Pompidou, faisait part à la presse américaine de sa haine envers la résistance française. Ce n'est pas un hasard si l'homme solitaire du 18 juin 1940 ne trouvait d'autre successeur qu'un professeur devenu grand commis des Rotschild, et qui se tint soigneusement à l'écart des combats de la Libération.

Aujourd'hui, les divers candidats à la Présidence se gardent bien de reprendre à leur compte l'image centrale de la résistance : l'image des masses en armes, l'image des coups portés par l'armée du peuple aux forces de l'ordre, l'image des combattants sans uniforme engagés dans un combat victorieux contre des engins mécaniques, des divisions cuirassées. En revanche le Conseil Constitutionnel se charge des basses besognes de la bourgeoisie : il ne s'agit pas pour lui d'éliminer un concurrent mais d'empêcher l'ancien Franc-Tireur et Partisan André Rouston d'évoquer les batailles livrées aux troupes de Hitler comme aux milices de Pétain.

Et ce n'est pas un hasard si, au même moment les entrepreneurs du spectacle choisissent d'exalter le fascisme et de faire peser leur mépris sur les victimes du nazisme ou les combattants de l'ombre.

Il y a d'abord les attaques énormes et naïves - à force de brutalité - les insultes grossières lancées par les réactionnaires fiéffés. C'est l'abject Jean Yanne qui dans « Les Chinois à Paris » choisit de montrer les résistants (soigneusement identifiés par mille détails à ceux de 1940 - 1944) qui tirent sur les occupants... quand les ennemis sont déjà partis. Caricature grotesque et odieuse : peut-on injurier plus basement ceux que j'ai vu tomber près de moi dans les rues de Paris en août 1944 ? La preuve est faite qu'on ne peut invectiver le pays de Mao sans traîner dans la boue les luttes armées de son propre pays.

Il y a ensuite l'étendue des moyens offerts au fascisme pour refaire une propagande politique après coup. Le 16 avril au soir, sur la deuxième chaîne de la Télévision, un film italien donnait à la fille de Mussolini l'occasion de chanter les louanges du dictateur italien. Elle venait affirmer quel fascisme correspond exactement aux besoins de l'Italie, sans que le moindre résistant soit admis à lui répondre. L'ORTF jette ainsi le



La bourgeoisie réhabilite les nazis que le peuple avait chassés les armes à la main.

masque et renonce ainsi à sa prétendue impartialité, à son honnêteté de parade : nous savons désormais quel camp à la parole.

Le même jour, mais sur la première chaîne, nous avons eu droit à un aveu supplémentaire : C'est Liliana Cavanni, l'auteur du film « portier de nuit » qui déclare avec une tranquille impudence : le temps est venu où l'on peut tourner des histoires de la résistance parce que nous avons le recul nécessaire, nous qui ne l'avons pas vécu.

Et ce beau discours prépare le candidat spectateur à la plus formidable orchestration de mensonges que l'on puisse rêver. Mensonges qu'on pourrait prendre pour des simples erreurs de fait s'ils ne s'organisaient savamment comme autant de preuves à l'appui de la même affirmation : la résistance n'a jamais été une bataille politique et militaire pour écraser l'envahisseur fasciste mais une danse sexuelle, un jeu d'amour physique entre victimes désireuses d'être victimes et bourreaux heureux d'être bourreaux.

Entendons-nous bien : la médecine moderne soigne un certain nombre de malades dont les uns trouvent le plaisir en recevant des coups - ou en subissant des violences plus subtiles - et d'autres en malmenant leurs partenaires.

Cavanni entend démontrer que dans les camps de concentration les résistants, les Juifs, ce furent ces malades volontairement offerts aux brutalités, comme les S.S. étaient ces malades envahis par la joie de faire mal, de frapper

Pour y parvenir, cette aventurière du film montre une ancienne déportée qui retrouve son bourreau... et tout aussitôt court s'enfermer avec lui dans une chambre pour y renouer les liens horribles des amours nazies. Point de départ proprement insensé : qui donc imagine une telle rencontre sans que le S.S. soit cloué au pilori par le résistant ?

Et pourtant Cavanni en profite pour développer interminablement le thème de la complicité entre victime et bourreau. Bien sûr, nos tristes héros se souviennent. Mais ce ne sont pas alors les camps de la mort lente qui paraissent sous les yeux du spectateur. Ce ne sont pas les multitudes de squelettes à peine capables de tenir debout, les lieux de torture, les chambres à gaz. Les camps se transforment en locaux de S.S. où une détenue plus qu'à demi-nue partage avec une joie épouvantée les jeux secrets des seigneurs nazis tous grands, tous beaux, tous tendres et cruels. La brièveté des retours en arrière en fait ainsi des images de rêve, les soustrait à la critique de quiconque est

trop jeune ou trop peu informé pour revoir ou savoir le retour des déportés en 1945.

Ainsi sommes nous engagés dans une vision de l'homme et du monde à une seule dimension : les tendances monstrueuses cachées au plus profond de la personne, déferlent sur le monde à propos du nazisme. Tout le monde est coupable, ou personne n'est coupable. Ce qui revient exactement au même.

Face au capitalisme, face au racisme, face à l'ennemi de classe, jeunes gens n'essayez surtout pas de livrer combat : vous serez au mieux victimes de ces forces cachées, secrètes, inconscientes qui nous font agir. Jamais personne ne s'est jetée dans la bataille pour la classe ouvrière ou pour la patrie profanée. Nous sommes tous des bêtes à recevoir des coups ou à en donner.

Cette vague de haine et de mépris pour la résistance exprime, nous le savons bien, la peur panique de la bourgeoisie devant la lutte armée des masses. Il fallait dire d'un mot ce qu'est une telle entreprise. Un tel film peut-être une « œuvre d'art », il est aussi et d'abord un crime puisqu'il utilise des moyens habiles pour déformer, autant qu'il peut, la volonté d'un combat collectif contre l'oppression.

GILBERT MURY

MEETINGS DU F.R.A.P.

Samedi soir, à la Mutualité, à Paris, le Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote, l'Action Républicaine Démocratique Espagnole, la Fédération Nationale des Jeunesses Socialistes Espagnoles, avec le soutien du C.E.R.A.P., organisaient un meeting à l'occasion du 43ème anniversaire de la proclamation de la République Espagnole. Malgré le sabotage des révisionnistes qui avaient organisé le jour même une mascarade apolitique de soi-disant soutien au peuple espagnol, de très nombreux travailleurs espagnols, ainsi que des amis français se pressaient dans la salle : anciens de l'émigration politique, travailleurs chassés de leur pays par la misère, et jeunes révolutionnaires ardents à la lutte, fraternellement unis, ont donné ensemble à ce meeting un caractère déterminé et militant. Ce succès sans précédent dans l'émigration espagnole à Paris témoigne des progrès des authentiques républicains, avec à leur tête le F.R.A.P.

Comme l'a rappelé le camarade du FRAP au cours de son intervention, la question de la République en Espagne n'est pas une pure question de forme, indifférente à la réalité de la situation des masses. Arrachée contre une monarchie médiévale, archiréactionnaire, la République Espagnole proclamée le 14 Avril 1931 était une grande victoire saluée par tout le peuple, et qui ouvrait la voie à de nouvelles et grandes luttes. D'emblée, le régime fasciste de Franco s'est proclamé monarchique.

Aujourd'hui que le caudillo, le führer, approche de la mort, la monarchie est encore la seule issue politique sur laquelle mise l'oligarchie yankee-franquiste.

C'est pourquoi la trahison des révisionnistes du P.C.E., qui s'acoquinent avec les carlistes, éléments de pointe du fascisme pendant la guerre civile, pour prêcher une soi-disant « libéralisation » du régime, sans exiger la république, apparaît nettement aux yeux des masses espagnoles.

C'est pourquoi le mot d'ordre du FRAP de République Démocratique Populaire et Fédérative va droit au cœur des peuples d'Espagne qui se rallient de plus en plus dans les rangs de leur Front, sous la direction de leur Parti, le P.C.E.(m-l).

Le même jour, à Lyon, un meeting présidé par un organisateur de la défense de Madrid, à l'initiative du FRAP et du CERAP, avec le soutien de notre Parti et des C.I.P., rassemblait 150 personnes, parmi lesquelles de très nombreux travailleurs espagnols.

LA COMMUNE ET LA LUTTE ARMÉE

18 Mars 1871

Paris assiégé par les forces prussiennes, riposte et combat. Paris, le peuple de Paris, paye à coups de contributions volontaires les sommes nécessaires pour acheter des canons. Et ce sont ces mêmes canons qu'un beau jour un gouvernement réactionnaire prétend enlever au peuple, pour les faire transporter hors de la capitale. Il s'agit tout bonnement de désarmer les masses. Et les masses ne s'y trompent pas : l'insurrection éclate. La Commune a commencé.

A vrai dire, les ouvriers parisiens avaient une forte tradition révolutionnaire. Chaque fois qu'une insurrection éclatait, ils étaient armés. Tout au long du 19ème siècle, les actions violentes du prolétariat n'ont pourtant abouti qu'à changer la fraction de la bourgeoisie présente au pouvoir. Les nouveaux dirigeants se hâtaient de désarmer les travailleurs. Et aussitôt commençait la répression.

Mais en 1871 la classe ouvrière et ses alliés tirent les leçons de ce passé douloureux. Elle qui vient de balayer le Second Empire, elle qui s'est déjà soulevée deux fois en 6 mois, elle ne laissera pas dépouiller de ses canons le peuple de Paris. Et Lénine montre en s'inspirant d'Engels, que le fond du problème - quelle est la classe qui possède des armes ? - « est admirablement saisi » (1).

Comme l'écrivent les camarades chinois, « La Commune vit le jour au cours d'une bataille acharnée opposant la révolution armée à la contre-révolution armée. Les 72 jours d'existence furent 72 jours d'insurrection armée, de lutte armée et de défense armée. » (2). Et si la Commune a commis des erreurs, ce fut d'abord en se fiant aux vertus des appels, des manifestes, des déclarations qu'elle multipliait, au lieu de marcher sur Versailles, siège du gouvernement réactionnaire, pour écraser l'ennemi de

classe avant que celui-ci ne rassemble ses troupes.

C'est encore un reste de pacifisme qui paralysa les Communistes. Mais quand la bourgeoisie eut massé suffisamment de forces, elle passa, elle féroce, à l'attaque et fit payer cher aux travailleurs leur excès de générosité. Ainsi donc les leçons de la Commune rejoignent la fameuse formule de Mao Tsé Toung : « Le pouvoir est au bout du fusil. Du point de vue de la théorie marxiste de l'Etat l'armée est la partie constitutive principale du pouvoir d'Etat. Celui qui veut s'emparer du pouvoir d'Etat et le conserver doit posséder une forte armée. » (3)

Depuis lors, l'exemple du Chili est venu confirmer de manière éclatante qu'un mouvement pacifique de réformes, accompli dans le cadre de la légalité bourgeoise, se termine par un coup d'Etat réactionnaire, conduit par cette même armée qu'il avait fallu

vaincre, disloquer, briser, et que l'on a seulement cherché à intégrer dans le camp populaire. Les démocrates chiliens ont ainsi payé d'un prix terrible - le prix du sang - l'erreur pacifiste.

Mais il est clair que la lutte armée de la Commune n'a pas surgi du néant... ou des brillantes imaginations de quelques doctrinaires. Elle avait été longuement préparée par un travail revendicatif et politique qui avait permis d'arracher à l'empereur Napoléon III le droit à l'existence des syndicats et le droit de grève.

Loin de se contenter de ces avantages d'ordre économique, les groupes ouvriers de l'Internationale s'efforçaient d'élever le niveau politique du débat dans la classe ouvrière. Malheureusement, en France, les marxistes avaient peu d'influence. Les partisans de Proudhon répandaient des erreurs droitières. Les partisans de Blanqui tendaient à réduire

l'insurrection populaire à un complot et le parti à une société secrète.

Ainsi, ceux qui allèrent se battre courageusement - « monter à l'assaut du ciel » - n'auront-ils ni une vue politique correcte des problèmes militaires, ni une véritable connaissance des moyens à employer pour rallier autour du prolétariat (ou tout au moins neutraliser) d'autres couches exploitées comme les paysans. L'insurrection armée est une étape nécessaire dans la marche à la révolution. Bien entendu elle ne peut réussir sans une analyse politique des luttes de masse, des rapports de classe, sans saisir où sont les amis et les ennemis.

LOUIS GREGOIRE.

(1) Lénine « L'Etat et la révolution ».
(2) Pékin Information du 22 mars 1971 « Le Centenaire de la Commune ».
(3) Problèmes de la guerre et de la stratégie dans les Œuvres Choisies de Mao Tsé Toung.

DANS LE MONDE LA TENDANCE PRINCIPALE C'EST LA REVOLUTION!

intervention du délégué de la République Populaire de Chine à la conférence de l'ONU sur les matières premières

Actuellement, la situation internationale s'avère très favorable aux pays en voie de développement et aux peuples du monde. L'ordre ancien, basé sur le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme, se voit ébranlé et miné chaque jour davantage. Les rapports internationaux sont en mutation violente. Le monde entier connaît des bouleversements, il n'est pas tranquille. Cette situation est marquée, pour reprendre une expression chinoise, par «de grands bouleversements sous le ciel». Ces grands «bouleversements» sont une manifestation de l'exacerbation continue des diverses contradictions fondamentales qui existent dans le monde d'aujourd'hui. Ils accélèrent la dégradation et la décadence des forces réactionnaires et pourries, en même temps qu'ils stimulent la prise de conscience des forces populaires montantes et contribuent à la croissance de leur puissance.

UNE SITUATION NOUVELLE DANS LE MONDE

Dans cette situation caractérisée par «de grands bouleversements sous le ciel», les diverses forces politiques dans le monde, par suite d'un affrontement et d'une lutte de longue haleine, ont connu des divisions et regroupements intenses. Une série de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine ont accédé successivement à l'indépendance, ils jouent un rôle grandissant dans les affaires internationales. Le camp socialiste, qui avait existé pendant un temps après la seconde guerre mondiale, a déjà cessé d'être, avec l'apparition du social-impérialisme. Sous l'effet de la loi de l'inégalité du développement du capitalisme, le bloc impérialiste occidental s'est également désagrégé. A en juger par les changements survenus dans les relations internationales, notre globe comporte maintenant, en fait, trois parties, trois mondes qui sont à la fois liés mutuellement et contradictoires entre eux. Les Etats-Unis et l'Union Soviétique forment le premier monde ; les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et des autres régions, le tiers monde ; et les pays développés se trouvant entre ces deux parties, le second monde.

Les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, tentent, mais en vain, de s'assurer l'hégémonie mondiale. Elles cherchent, par divers moyens, à placer sous leur contrôle respectif les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine ; et en même temps, elles malmènent les pays développés dont le potentiel est inférieur au leur.

LES DEUX SUPERPUISSANCES, ENNEMIS PRINCIPAUX DES PEUPLES

Les deux superpuissances, les plus grands exploités et oppresseurs internationaux de notre époque, constituent le foyer



d'une nouvelle guerre mondiale. Toutes deux disposent d'importantes quantités d'armes nucléaires, elles se lancent dans une course effrénée aux armements, font stationner des troupes aux effectifs considérables hors de leurs frontières et établissent partout des bases militaires, menaçant ainsi l'indépendance et la sécurité de tous les autres pays. Elles ne cessent de soumettre les autres Etats à leur mainmise, à la subversion, à l'intervention et à l'agression. Toutes deux se livrent, sur le plan économique, à l'exploitation des autres nations, au pillage de leurs richesses et à la spoliation de leurs ressources. A propos des vexations infligées à autrui, la superpuissance qui arbore l'enseigne du socialisme se montre encore plus perfide. Elle a envoyé des troupes occuper la Tchécoslovaquie, son «alliée», et fomenté une guerre pour démembrer le Pakistan. Elle ne tient pas sa parole et n'agit en aucun cas à la loyale. Cette superpuissance ne recherche que ses intérêts et, pour y parvenir, elle ne recule devant rien.

SITUATION DES AUTRES PAYS CAPITALISTES

Les pays développés situés entre les superpuissances et les pays en voie de développement présentent des cas complexes. Certains d'entre eux maintiennent jusqu'à ce jour des rapports colonialistes sous diverses formes avec des pays du tiers monde : le Portugal, par exemple, continue même d'exercer sa domination coloniale barbare. Cet état de chose doit être redressé. Dans le même temps, ces pays développés souffrent tous, à des degrés différents, de la mainmise, de la menace ou des vexations de l'une ou l'autre des superpuissances ; parmi eux, il y en a qui

ont en fait été réduits par une superpuissance à l'état de dépendance, sous la couverture de la prétendue «grande communauté». Tous ces pays demandent, à tel ou tel degré, à s'affranchir de l'asservissement ou du contrôle des superpuissances et à préserver leur indépendance nationale et l'intégrité de leur souveraineté.

LE TIERS MONDE FACE A L'IMPERIALISME

Les nombreux pays en voie de développement ont été pendant longtemps victimes de l'oppression et de l'exploitation du colonialisme et de l'impérialisme. Ils ont conquis l'indépendance politique ; cependant, ils se trouvent confrontés, sans exception, à la tâche historique de liquider les forces résiduelles du colonialisme, de développer leur économie nationale, et de consolider l'indépendance nationale. Ces pays s'étendent sur de vastes territoires, où vit une population très nombreuse et où les ressources naturelles sont en abondance. Les plus cruellement opprimés, ils nourrissent un désir des plus ardents de s'opposer à l'oppression, d'acquiescer la Libération et d'œuvrer pour le développement. Dans la lutte pour la Libération et l'indépendance nationale, ils témoignent d'une puissance prodigieuse, sans pareille, et remportent continuellement des victoires éclatantes. Ils constituent la force motrice révolutionnaire qui fait avancer la roue de l'histoire universelle, de même que la force principale dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et en particulier, contre les superpuissances.

LES USA ET L'URSS SE DISPUTENT L'HEGEMONIE

Des contradictions inconciliables opposent les deux superpuissances puisqu'elles se disputent l'hégémonie mondiale : ou tu l'emportes sur moi, ou c'est moi qui l'emporte sur toi. Les compromis et les relatifs, tandis que leur rivalité est générale, de longue durée et absolue. La soi-disant «réduction équilibrée des forces armées» et la soi-disant «limitation des armements nucléaires stratégiques» ne sont, en fin de compte, qu'un pur verbiage. En réalité, il se peut que les deux superpuissances parviennent à certains accords, mais de tels accords ne sont que des choses superficielles et trompeuses, sous le couvert desquelles elles se lancent, au fond, dans une rivalité plus grande et plus acharnée encore. La rivalité entre les superpuissances s'étend partout dans le monde. Sur le plan stratégique, le point clé de leur rivalité, c'est l'Europe, où elles se trouvent en affrontement intense depuis de longues années. Par ailleurs, leur dispute s'accroît au Moyen-Orient, en Méditerranée, dans le Golfe Persique, dans l'Océan Indien, comme dans la région du Pacifique. Elles prêchent journellement le désarmement ; mais en fait, il ne se passe pas un seul jour sans qu'elles ne procèdent à l'expansion des armements. Tous les jours, elles parlent de «détente» mais créent en fait la tension. Là où elles portent leur rivalité, il y a des bouleversements. Tant qu'existeront l'impérialisme et le social-impérialisme, notre planète ne saurait absolument pas connaître la tranquillité ni la paix dite durable : ou bien ce sont eux qui entreront en guerre l'un contre l'autre, ou bien ce sont les peuples qui se dresseront pour la Révolution. Comme l'a fait ressortir le président Mao Tsé Toung le danger d'une nouvelle guerre mondiale demeure et les peuples du monde doivent y être préparés. Mais aujourd'hui, dans le monde, la tendance principale, c'est la Révolution.

LES PEUPLES ET PAYS OPPRIMÉS SE LIBERENT

Les deux superpuissances se sont créées elles-mêmes leurs antagonistes. Leurs agissements sont ceux des grands pays qui malmènent les petits pays, ceux des pays forts qui humilient les pays faibles, et ceux des pays riches qui oppriment les pays pauvres ; elles se heurtent à une résistance énergique de la part du tiers-monde et des peuples de tous les pays. Les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine ont obtenu sans discontinuer de nouvelles victoires dans leur lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et, en particulier, contre l'hégémonisme. Les peuples d'Indochine continuent à faire progresser leur lutte contre l'agression de l'impérialisme américain, pour la Libération Nationale. Les peuples des pays arabes et de la Palestine, au cours de la quatrième guerre moyen-orientale, ont rompu l'emprise des deux superpuissances, renversé la situation «ni guerre ni paix» et remporté une glorieuse victoire sur l'agresseur «israélien». La lutte des peuples africains contre l'impérialisme, le colonialisme et la discrimination raciale gagne en profondeur. La République de Guinée-Bissau est née glorieusement dans les flammes rugissantes de la lutte armée. Les peuples du Mozambique, de l'Angola, du Zimbabwe, de Namibie et d'Azanie développent avec vigueur la lutte armée et le mouvement de masse contre la domination coloniale portugaise et le racisme blanc en Afrique du Sud et en Rhodésie du Sud. La lutte que des pays latino-américains avaient engagée les premiers pour préserver leur droit sur la mer s'est d'ores et déjà transformée en une lutte contre l'hégémonie

maritime des deux superpuissances, qui se déroule à l'échelle mondiale. La dixième conférence au sommet des pays non-alignés, la conférence au sommet des pays arabes ainsi que la conférence au sommet des pays islamiques ont toutes condamné avec véhémence l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'hégémonisme, le sionisme et le racisme ; elles ont traduit la ferme volonté et la farouche détermination qu'ont les pays en voie de développement de resserrer leurs rangs, de se prêter mutuellement aide et soutien, et de se battre avec la même haine contre l'ennemi. La lutte que les pays et peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine ont menée en avançant par vagues successives a mis à nu la nature vulnérable de l'impérialisme et notamment des superpuissances, qui sont forts en apparence mais faibles en réalité. Elle a porté un coup dur à leur sinistre ambition de s'assurer la domination du monde.

LUTTE DES AUTRES PAYS CAPITALISTES CONTRE LES SUPERPUISSANCES

L'hégémonisme et la politique du plus fort pratiqués par les deux superpuissances ont suscité d'ailleurs un vif mécontentement des pays développés du second monde. La lutte entreprise par ces pays contre la mainmise, l'intervention, la menace et l'exploitation des superpuissances qui rejettent sur eux le poids de la crise économique se développe avec chaque jour qui passe. Elle exerce aussi une influence importante sur l'évolution de la internationale.

Des faits innombrables démontrent que toute conception qui surestime la force des superpuissances et sous-estime la force des peuples est dénuée de fondement. Ce n'est pas une ou deux superpuissances, mais le tiers-monde et les peuples de partout qui, restant unis et osant livrer combat et arracher la victoire, sont vraiment puissants. Les nombreux pays et peuples du tiers-monde, puisqu'ils ont su conquérir l'indépendance politique par une lutte de longue haleine, pourront sans aucun doute, sur cette base, resserrer leurs rangs, s'unir avec les pays victimes des vexations des superpuissances et avec tous les peuples du monde, y compris les peuples américain et soviétique, en vue d'amener, par une lutte soutenue, un changement radical dans les relations économiques internationales basées sur l'inégalité, la mainmise et l'exploitation, et de créer des conditions indispensables pour développer en toute indépendance l'économie nationale.

N. B. : les inter-titres sont de la rédaction de Front Rouge.

NIGER: un fantoche chasse l'autre

Au Niger le lieutenant-colonel Kountché vient de chasser par un coup d'état le gouvernement de Diouri Hamani.

«Francophone de pointe», Diouri Hamani avait été mis en selle par l'impérialisme français dès l'indépendance du pays. Dans la dernière période, sa situation devenait très mauvaise : à la famine qui ravage le pays, il avait répondu par des camps de réfugiés, véritables camps de concentration, et en levant un impôt supplémentaire baptisé «compte de solidarité», qui aggravait encore la situation des masses.

Les lycéens et les professeurs avaient engagé la lutte pour les libertés démocratiques, et menaçaient de susciter l'expression du mécontentement populaire : en février, Diouri avait réprimé le mouvement par 37 condamnations à de lourdes peines de prison et la dissolution de l'Union des Scolaires Nigériens. (Foccart lui-même s'était déplacé lors du procès).

Moins connu des masses, Kountché peut espérer faire illusion un certain temps. Mais cet ancien officier de l'armée française, chef d'une armée qui a réprimé le mouvement des intellectuels, maintiendra son pays sous le joug de l'impérialisme français, comme il l'a dit lui-même dès qu'il a pris le pouvoir.

Comment expliquer autrement que les troupes d'occupation françaises présentes à Niamey sont restées l'arme au pied, au contraire de ce qui s'était passé au Gabon ? Parmi les principaux producteurs d'uranium du monde, le Niger est en effet un territoire vital pour l'impérialisme français en général, et pour Péchiney, gros actionnaire de la société d'exploitation, en particulier. Tôt ou tard les masses nigériennes mettront à nu la manœuvre Kountché. Dès maintenant, la junte sera probablement obligée de reprendre à son compte les revendications sur le prix de l'uranium avancées récemment par Diouri sous la pression populaire.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger ; écrire au journal qui fournira le tarif.

**DEMANDE DE CONTACT
AVEC LE P.C.R. (ml)**

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer à F.R. BP 464 75065 Paris Cedex 02

cambodge

LA BATAILLE DE PHNOM PENH

Après quatre années de lutte contre l'impérialisme US et ses valets, la guerre de Libération Nationale du peuple cambodgien atteint sa dernière phase. En décembre 1973, 90% du territoire cambodgien sont libérés, 85% de la population vit dans les zones libérées. Les meilleures unités fantoches ont été plusieurs fois battues à plate couture. Elles ne tiennent plus qu'un certain nombre de villes, et surtout Phnom Penh.

Une nouvelle étape s'ouvre au début de décembre : celle de la destruction totale des forces fantoches et du régime Lon Nol.

Malgré l'imposant appui américain, en particulier les parachutages massifs de munitions dans les bases attaquées, celles-ci sont détruites les unes après les autres.

Les forces fantoches ne peuvent plus s'éloigner au-delà de 1 Km de leur base sans être anéanties. Elles sont acculées dans des territoires de plus en plus exigus avant d'être détruites. A Kompong Thom, elles sont contenues dans un espace de 1 Km².

La ville de Phnom Penh est au centre de cette bataille : les Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Cambodge (FAPLNC) ont ouvert quatre fronts en décembre et un front en janvier, enfermant ainsi les forces fantoches dans un cercle de feu.

PHNOM PENH, DERNIER REPAIRE DES TRAITRES

L'ouverture de cinq fronts a permis l'isolement complet de Phnom Penh des autres villes et des fantoches sud-vietnamiens de Saigon.

Chaque front est centré sur un axe stratégique. Le front Est contrôle la rive du Mékong, le front Ouest a permis de contrôler la route numéro 2 de Kompong Speu à Phnom Penh et a conduit à l'encerclement de Pochentong dès le mois de janvier. Le front Sud-Ouest a permis de contrôler la route numéro 38 et la rivière Prek Thnot (contrôle effectif depuis le mois de février). Le front Sud-Est a permis au mois de mars de contrôler la route numéro 1 et la rive droite du Mékong ;

sur le front de la route numéro 5 au Nord se déroulent de nombreux combats. La base d'Udong a été détruite, les fantoches furent enfermés dans la localité de Prek Phneou.

Les routes stratégiques menant à Phnom Penh sont toutes aux mains des FAPLNC. L'aéroport de Pochentong encerclé, le Mékong qui relie Phnom Penh à Saigon étroitement contrôlé. Ensuite les bases fantoches importantes, hors de Phnom Penh, sont isolées et réduites les unes après les autres. La ville de Battambang, où Lon Nol envisageait de se réfugier en cas d'offensive contre Phnom Penh est à son tour assiégée. Ainsi, à Phnom Penh refluent et s'entassent plus de 30 000 soldats et 83 généraux, reliquats des bataillons décimés. Tout le personnel politique, entretenu par l'impérialisme US, y est concentré, sans espoir d'échapper au châtiement populaire autrement qu'en fuyant vers les USA. Ainsi Phnom Penh est devenue le «dernier repaire des traîtres».

DETRUIRE LES FORCES FANTOCHES

L'enjeu de cette bataille est la destruction systématique des forces fantoches et du régime Lon Nol. Les résultats sont spectaculaires : du 15 décembre au 15 mars, plus de 30 000 soldats de Lon Nol ont été mis hors de combat ; 10 000 armes au moins, de la carabine au canon de 106 mm, et des tonnes de munitions ont été récupérées, pour être utilisées contre les fantoches, comme ce fut le cas à Phnom Penh en février.

Pour autant, Phnom Penh encerclée n'est pas, pour le Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge (GRUNC), une ville ennemie à conquérir. En effet, les fantoches essaient de se servir de la population comme d'un otage en disséminant leurs batteries d'artillerie dans les quartiers populaires.

Les FAPLNC refusent cette guerre de position dont les masses populaires seraient les victimes. Elles obligent les forces fantoches à se déplacer sans cesse pour défendre les positions

menacées, et à se faire détruire unité par unité. Au cours de la bataille d'Udong, du 14 au 18 mars, qui a permis d'assurer le contrôle de la route numéro 5, au Nord de Phnom Penh, Lon Nol a dépêché ses meilleures unités ; elles ont été taillées en pièces avant d'être engagées dans la bataille. Du même coup, la défense de Phnom Penh a été affaiblie et l'ensemble des fronts a pu progresser. Ainsi la tactique des FAPLNC est : anéantir les positions, les unes après les autres, obliger Lon Nol à envoyer des renforts en dégarnissant son système de défense, détruire ces renforts, et attaquer en d'autres points. Le régime de Lon Nol est une guêpe prisonnière dans une bouteille, qui s'agit en tous sens pour échapper. Et l'étau se resserre, accroissant sans cesse l'affolement. Au nord, Udong est prise, à l'Est, les îles de Okhna Tay et Koh Dach sont libérées ; au Sud, la rivière Prek Thnot est entièrement contrôlée, à l'Ouest, les FAPLNC sont à 6 km du centre de Phnom Penh. Depuis le mois de février, les positions des Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Cambodge sont à l'intérieur même du système de défense de Phnom Penh, démantelé.

GUERRE DES MASSES POPULAIRES

La tactique employée par les FAPLNC le montre : en détruisant les forces vives du régime Lon Nol, elles ne mènent pas une guerre de conquête, mais une guerre de libération nationale où le peuple a tout à gagner.

Ainsi 50 000 personnes ont été libérées dans les îles de Okhna Tay et Koh Dach. Elles étaient parquées là par les fantoches après avoir été obligées de fuir les bombardements US. Elles ont rejoint leurs villages en zone libérée. 12 000 personnes à Udong, 30 000 à Kompot ont rejoint la zone libérée.

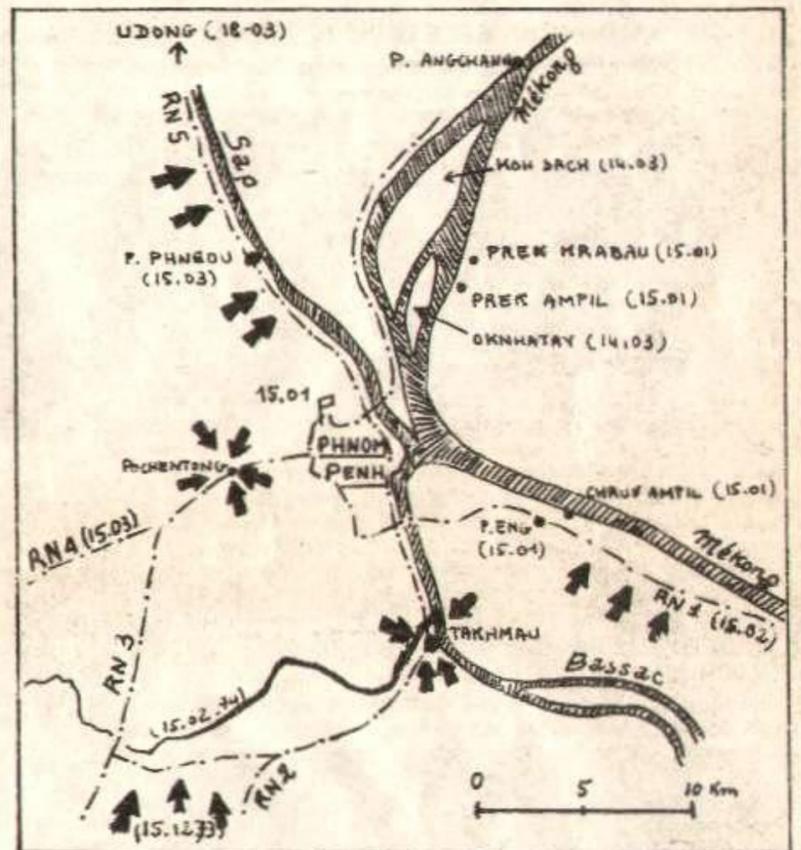
La guerre de Libération Nationale est l'affaire des plus larges masses cambodgiennes. La bataille de Phnom Penh, c'est l'engagement massif de la population dans la guerre de libération

aux côtés des FAPLNC sous la direction du Front Uni National du Cambodge. De nombreuses manifestations de masses réclamant le départ de Lon Nol, déferlent dans Phnom Penh, augmentant encore la débandade du régime fantoche, acculé à la défaite par les victoires des FAPLNC.

Face aux tentatives criminelles de Lon Nol d'installer ses bases dans les quartiers populaires, la population manifeste ; elle réclame le départ des troupes fantoches et exige leur transfert immédiat hors de Phnom Penh... où les forces armées populaires les attendent. Ainsi, la bataille de Phnom Penh est la

poursuite de la juste politique du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge. Le régime de Lon Nol ne représente que les intérêts de l'impérialisme US et doit donc être entièrement détruit ; il ne peut y avoir de négociations avec lui. Et cette politique mise en œuvre dans la bataille de Phnom Penh rallie des couches sans cesse plus larges de la population qui se rendent compte, à l'exemple d'un bonze qu'«en quittant Phnom Penh pour la zone libérée, nous avons eu l'impression d'échapper à un monde ancien pour entrer dans un monde nouveau».

GREGOIRE CARRAT



Légende:

→ : zone d'attaque

(15-03) : ville libérée ou route contrôlée

GOLAN : la lutte de libération se poursuit !

Depuis une semaine, la bataille fait rage sur le Mont Hermon, hauteur stratégique de près de 3000 mètres qui domine la plaine de Damas, le Sud Liban et la Galilée. Déjà en octobre 73, les combats pour sa possession avaient été particulièrement durs, et les sionistes avaient payé très cher son occupation. Tout le front du Golan a été réouvert depuis quarante jours, l'armée syrienne a d'ores et déjà fait subir de lourdes pertes à l'agresseur sioniste : nombreux avions abattus (4 le 13 avril, 1 phantom le 18...) Pour tenter de mettre à genoux la population syrienne, les sionistes ont effectué des raids de bombardements près de Damas. C'est ne pas tenir compte de la volonté du peuple syrien de lutter pour le retrait total des troupes israéliennes des territoires occupés à la suite de l'agression de 1967, pour la restitution des droits complets au peuple arabe de Palestine. Les masses syriennes sont décidées à ne déposer les armes que lorsque ces deux objectifs seront atteints. Elles refusent les prétentions impudentes des sionistes qui affirment vouloir conserver tous les territoires volés en 1967, qui projettent de construire des villes nouvelles dans ces territoires, et qui y implantent des colons.

Au même moment, le social-impérialisme soviétique fait tout pour amener la Syrie à la table de négociations de la conférence de Genève «dans le cadre de laquelle on peut et on doit obtenir un règlement solide et équitable». Recevant le président de la Syrie, le général Assad, le 12 avril, Brejnev réaffirmait que l'URSS n'avait pas changé de politique, et qu'elle réclamait toujours «la sécurité et la souveraineté assurées pour tous les États de la région» et donc pour Israël qu'elle veut faire reconnaître par les pays arabes dans des négociations d'ensemble. Au cours de la guerre d'octobre, les peuples arabes ont remis en cause l'équilibre que les superpuissances essaient de maintenir au Moyen-Orient pour prévenir conjointement l'effondrement d'Israël.

Comme les derniers événements le prouvent encore, le Moyen-Orient ne connaîtra pas la paix tant qu'existera l'État d'Israël. Les peuples arabes avec à leur tête le peuple palestinien, sauront anéantir le sionisme.

VIETNAM : nouvelles provocations des US-Thieu

Depuis plus d'un an la clique de Saigon a saboté sur toute la ligne l'application des Accords de Paris : cessez-le-feu, établissement de la démocratie, libération des détenus politiques, formation d'un Conseil National à trois composantes chargé d'organiser des élections générales ; tous ces points essentiels de l'Accord ont été ignorés par Thieu et l'impérialisme US : durant les trois premiers mois de 1974, l'infanterie saïgonnaise a lancé 5530 opérations contre les zones contrôlées par le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire, tiré 21000 obus ; l'aviation a déversé 3600 bombes... Allant toujours plus loin dans cette voie, les saïgonnais viennent d'interrompre les négociations à la Celle-Saint-Cloud, dont le but était de régler les problèmes politiques du Sud-Vietnam : «il ne s'agit pas d'une décision isolée ni prise à la hâte, mais bel et bien d'une décision préméditée qui est l'aboutissement d'une politique délibérée de refus de l'Accord de Paris et de poursuite de la guerre» a déclaré le ministre Nguyen Van Hieu, chef de la délégation du GRP à Paris.

En effet, cette initiative sur le plan diplomatique va de pair avec une recrudescence des agressions de la part des fantoches contre les zones libérées : ils ont lancé 40 bataillons (40000 hommes) dans une prétendue

opération pour rouvrir la route numéro 13, alors que cette route traverse des zones sous contrôle du GRP ; deux bataillons, sur la route numéro 1, appuyés par des bombardiers et de l'artillerie. Dans le delta du Mékong, l'armée de Thieu lance des attaques pour piller le riz dans les villages de la zone libérée. Durant quatre journées consécutives, des avions saïgonnais ont bombardé sauvagement la région de Lóc Ninh.

Le principal responsable de toutes ces agressions, c'est l'impérialisme US : un journal de Saigon a récemment révélé que 80 techniciens militaires américains doivent arriver ce mois à la base aérienne de Bien Hoa pour assembler et entretenir deux escadrilles de «F-5 E» qui arrivent en pièces détachées. Nixon projette d'envoyer à Saigon des tanks géants «M 60»... Les navires US ne cessent de débarquer du matériel ultra-moderne dans les ports contrôlés par les fantoches.

Mais cette politique est vouée à l'échec : «Le GRP ripostera comme il le doit à toute aventure militaire de la part des États-Unis et de l'administration de Saigon, afin de protéger la population, défendre sa zone de contrôle, préserver les Accords de Paris et défendre la paix».

Face aux multiples tentatives

d'empiètement sur les zones libérées, les Forces de Libération ne restent pas les bras croisés. Les fantoches étaient bien prévenus. Elles les ont chassés de la base de Tong Lê Chan, à 75 km au nord de la capitale sud-vietnamienne. Cette base servait de point de départ aux incessantes attaques de l'armée saïgonnaise. Une autre base, celle de Duc Hué, à 80 km au nord de Saigon est sur le point de subir le même sort.

Les militaires de Saigon ont de moins en moins envie de mourir pour Thieu, et abandonnent plusieurs bases dans la zone du GRP, d'où ils devaient en principe lancer des attaques. Le nombre de désertions est plus important qu'avant les Accords de Paris. Dans certains bataillons fantoches (de 1000 hommes en principe) on ne compte plus qu'une centaine de soldats ! Comme le disait récemment l'ambassadeur Dinh Ba Thi, qui dirige la délégation du GRP, les agresseurs auront une fin lamentable : «Plus votre administration prolonge la guerre et sabote l'accord de Paris, plus elle démasque sa nature belliciste, et plus elle fait l'objet de l'opposition la plus résolue de la population et de la condamnation vigoureuse de l'opinion. Le résultat d'une telle politique ne pourra qu'être un isolement croissant et des échecs plus graves».